

2016 : les Suisses et la sécurité

La population suisse est plus pessimiste que jamais par rapport à la situation politique mondiale. Le sentiment général de sécurité a considérablement baissé. Quant à l'avenir de la Suisse, les personnes interrogées se montrent moins optimistes qu'en 2015. Par contre, la confiance accordée aux autorités et aux institutions telles que les forces de police, les tribunaux et l'armée, a augmenté et est supérieure à la moyenne. L'engagement de l'armée pour soutenir les forces de police et pour lutter de façon efficace contre le terrorisme est largement plébiscité par l'électorat suisse. Comparativement aux résultats des sondages précédents, l'électorat suisse se dit plus disposé en 2016 à restreindre ses libertés pour plus de sécurité. Même s'ils continuent de soutenir le principe de neutralité, les Suisses se montrent cette année moins favorables aux processus d'ouverture. En revanche, leur attitude positive envers l'armée continue de s'accroître.

Sentiment général de sécurité.- Les Suissesses et les Suisses se sentent en sécurité, mais se montrent un peu moins optimistes quant à l'avenir de leur pays. En ce qui concerne la situation politique internationale, ils se montrent sensiblement plus pessimistes qu'en 2015. La peur de la criminalité est faible: 4 personnes sur 5 interrogées se sentent en sécurité dans des lieux publics.

Confiance dans les autorités et les institutions.- En 2016, la population suisse accorde une confiance nettement plus grande à la police, aux tribunaux et à l'armée. Cette année encore se sont la police et la justice qui arrivent en tête du classement, suivies du Conseil fédéral et de l'économie suisse. L'armée et le parlement viennent se placer en queue des positions moyennes. Les partis politiques et les médias sont les institutions vis-à-vis desquelles les Suissesses et les Suisses sont les plus critiques. La confiance accordée aux médias a sensiblement baissé.

Mesures visant au maintien de la sécurité interne.- La population suisse est fortement favorable aux mesures visant au maintien de la sécurité intérieure mais, contrairement aux années précédentes, moins favorable aux mesures générales. Elle demande clairement une augmentation des effectifs de police et adhère de plus en plus à l'idée que l'armée apporte un soutien en personnel aux forces de police débordées.

Liberté versus sécurité.- Pendant que la lutte contre le terrorisme constitue la priorité, la revendication à la lutte contre les extrémismes de droite et de gauche a en comparaison reculé même si cette préoccupation reste clairement majoritaire. Face aux menaces terroristes actuelles, on observe que les citoyennes et les citoyens préfèrent la sécurité à la liberté personnelle.

Autonomisme et volonté d'ouverture.- La population suisse affiche en 2016 une volonté d'ouverture sensiblement inférieure. Tandis que la volonté d'une indépendance économique et politique se maintient à un niveau élevé, la revendication pour une autonomie militaire a légèrement augmenté, contrairement à la revendication pour une autonomie absolue qui a légèrement baissé. En 2016, le taux des sondés se déclarant favorables à une adhésion à l'OTAN et à l'UE a diminué et reste clairement minoritaire. On continue de souhaiter une coopération économique avec l'UE mais, par rapport à 2015, on souhaite moins d'aide

publique au développement. La majorité est d'opinion que la Suisse devrait mettre à disposition de l'ONU des forces suisses de maintien de la paix.

Le pourcentage de Suisses considérant que la neutralité est significative pour l'identité suisse reste élevée. 85% (-2%) de l'électorat voient la neutralité comme étant «indissociable de la conception de l'Etat». En 2016, la majorité des personnes partageant l'avis que la Suisse ne sera pas impliquée dans des conflits internationaux grâce à sa neutralité se maintient au même niveau qu'en 2015 (65%) et l'idée que la neutralité armée contribue à assurer la sécurité et la stabilité en Europe continue à être soutenue par une majorité (57%, -5%). 45% (+2%) des personnes interrogées considèrent qu'aujourd'hui on ne peut plus défendre de façon crédible la neutralité en employant des moyens militaires. Seul un Suisse sur cinq (20%, -3%) soutient l'abandon de la neutralité en faveur d'une affiliation à une alliance militaire européenne. Par rapport à 2015, cette prise de position a reculé de façon significative et atteint en 2016 sa valeur la plus basse.

Appréciation critique de la neutralité.- En 2016, l'électorat suisse juge la neutralité d'un œil aussi critique que l'année précédente. 35% (+1%) perçoivent la neutralité comme une entrave à la coopération économique avec les autres États européens. Seule une minorité de 28%, 0% des personnes interrogées continuent à croire que les relations d'interdépendance politique et économique sont incompatibles avec la neutralité. Le soutien extrêmement large apporté au principe de la neutralité a des retombées dans l'adhésion relativement faible à l'idée qu'il faudrait abandonner la neutralité dès que celle-ci n'apporterait plus d'avantages (16%, -2%). Depuis 1991, c'est la valeur la plus faible jamais enregistrée.

Politique de défense

Nécessité de l'armée.- En 2016, l'attitude nettement positive de la population suisse à l'égard de son armée suisse se maintient et le pourcentage des sondés qui considèrent l'armée comme nécessaire a augmenté de façon significative. Actuellement, 84% ((+4%)) des Suisses estiment que l'armée est nécessaire. Une valeur aussi élevée ne fut mesurée qu'en 1983. Les plus jeunes sont plus sceptiques. Cependant, 74% (0%) des 20-29 ans considèrent que l'armée est indispensable.

Satisfaction par rapport aux prestations de l'armée.- Depuis 2011, l'évaluation de la satisfaction par rapport aux prestations de l'armée se fait sur une échelle de 1 à 10, la valeur 1 correspondant à «pas du tout satisfait» et la valeur 10 à «très satisfait». En 2012, ce taux a légèrement monté pour descendre ensuite un peu en 2013, tandis que, 2014 et en 2015, la prestation de l'armée suisse correspondait en moyenne à une valeur stable, elle a sensiblement évolué (6.5, +0.2%, atteignant ainsi un niveau record en 2016).

Obligation de servir.- Depuis la dernière étude effectuée en janvier 2015, l'approbation de la suppression de l'obligation de servir a légèrement baissé et se maintient au même niveau inférieur. Cette année encore, 34% (-4%) des personnes interrogées se prononcent en faveur de la suppression de l'obligation de servir ce qui correspond à une des valeurs les moins élevées des 30 dernières années.

Rôle sociétal de l'armée.- L'électorat suisse devait se prononcer sur le rôle sociétal de l'a, ce au moyen de trois réponses possibles: l'institution militaire est une institution centrale; c'est un mal nécessaire; c'est une institution qui mérite d'être abolie. En 2016, 46% (+4%) des sondés estiment que l'armée joue un rôle central dans la vie suisse. 44% considèrent l'armée comme

un mal nécessaire (+1%) et le pourcentage (9%) de ceux qui estiment que l'armée pourrait très bien être abolie indique cette année un recul considérable (-5%).

Dépenses militaires.- Une majorité relative de l'électorat suisse (48%, +1%) continue à penser que le montant des dépenses militaires ne devrait pas changer; 14% (-2%) sont favorables à une hausse du budget accordé aux dépenses militaires et seulement 31% (-2%) trouvent ces dépenses trop élevées. La tendance de considérer que la Suisse dépense beaucoup trop ou trop d'argent avec l'armée est à la baisse depuis 2012 et se maintient en 2016, atteignant actuellement un niveau exceptionnellement bas.

Armée de milice versus armée professionnelle.- En 2016, le soutien accordé à l'armée de milice se maintient comme en 2015. Actuellement, une majorité de 57% (-1%) se prononce en faveur de l'armée de milice, un résultat qui reste au-dessus de la moyenne saisie depuis plusieurs années. Les personnes interrogées (38%, +2%) se disent dans la même mesure favorables à une armée professionnelle, mais la cohorte des personnes astreintes au service militaire, les 20-29 ans, se prononçant en faveur d'une armée professionnelle a, cette année, légèrement baissé (46%, -2%).

Sicherheit 2016. Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitische Meinungsbildung im Trend. ETH Zürich